

Pouvoir d'emprunt

Une voix: Il devrait le faire.

M. Chrétien: Oui, mais le marché devrait savoir quelle est l'opinion du gouvernement. Il ne saurait y avoir de stabilité du dollar canadien et de l'économie canadienne à l'heure actuelle quand nous voyons le premier ministre du Canada déclarer à une conférence de presse qu'il ne sait pas s'il maintiendra cet homme en fonction. Quand quelqu'un a des responsabilités de ce genre et qu'il est constamment à l'avant-scène, il doit avoir la confiance du gouvernement. Sinon, le gouvernement devrait le lui dire et lui nommer un successeur.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: C'est ainsi que les choses devraient se passer et il serait temps, je pense, que le ministre des Finances prenne son rôle au sérieux. Bien sûr que lui et moi nous pourrions passer d'autres bons moments ensemble; j'aime bien m'amuser de temps à autre. Tout comme lui, je viens d'un milieu rural et je ris volontiers d'une bonne plaisanterie, mais quand il est question de problème comme celui-ci, ce n'est pas le temps de se moquer de nos institutions.

Je comprends son problème et je l'invite à s'assurer auprès du premier ministre que le problème de la fixation des prix du pétrole et du gaz sera rapidement réglé. Je comprends aussi ses déceptions. Les députés de l'opposition qui ont formé le gouvernement au printemps, réclamaient un budget pour le mois de mars. Nous sommes maintenant à la fin d'octobre. Je sais que la marge de manœuvre d'un budget est assez faible, mais comment le ministre des Finances peut-il prédire le déficit de l'an prochain? Comment peut-il prévoir le taux d'inflation de l'an prochain s'il ignore les détails du programme destiné à compenser les prix du pétrole dans l'est du Canada? Étant donné la forte augmentation du prix international du pétrole, cette incertitude complique la tâche du ministre des Finances. Il doit être au courant de ces choses.

Que s'est-il passé l'été dernier? Ces ministres se retrouvaient entre amis, avec M. Davis et M. Lougheed. Comment se fait-il qu'ils n'aient pu réussir à s'entendre là-dessus? L'an dernier, quand j'ai cru de mon devoir de demander au gouvernement de l'Alberta de ne pas hausser le prix du pétrole de un dollar en janvier 1979, je l'en ai prévenu cinq mois d'avance. Ensuite nous avons négocié. La période achève maintenant. J'avais présenté mon budget en novembre et à l'heure actuelle, le ministre des Finances ignore ce que le gouvernement va faire. Ce doit être pénible et je sympathise avec lui.

J'espère que les ministériels se rendront compte qu'ils ne peuvent laisser le ministre se débrouiller seul. Il a besoin de l'appui du gouvernement, car il lui faut ménager sa crédibilité. Pourtant, en quelques semaines, le premier ministre lui a coupé l'herbe sous les pieds en changeant son sous-ministre contre son gré. Le premier ministre l'oblige à venir à la Chambre dire qu'il appuie le gouverneur de la Banque du Canada et 24 heures après, dans une conférence de presse, il affirme qu'il le renverra peut-être. La tâche du gouverneur de la Banque n'est pas facile. Je sais qu'il pourrait faire autre chose.

Si le gouvernement est décidé à s'attaquer au déficit, il devrait nous offrir mieux que les discours grandioses du président du Conseil du Trésor (M. Stevens) qui se contente de prétendre qu'il va congédier 60,000 fonctionnaires d'ici trois ans. Il a prétendu qu'il réduirait les effectifs de la Fonction publique en vendant Canadair et de Havilland. J'espère que

Canadair aura alors 20,000 employés. Ce ne sont pas des bureaucrates; ce sont des gens qui fabriquent des avions. C'est la même chose chez de Havilland. Ce ne sont pas des bêtises de ce genre qui peuvent satisfaire ceux qui comptent sur leurs dirigeants pour administrer les affaires économiques du Canada.

Nous avons besoin de savoir quel sera le taux d'inflation l'année prochaine. Les gens font beaucoup de projets à cette époque-ci de l'année. J'avais déclaré dans mon exposé budgétaire de novembre dernier que nous devrions toujours présenter le budget à l'automne plutôt qu'au printemps afin que les Canadiens puissent élaborer leurs projets pour l'année à venir en fonction d'un budget que tous connaîtraient. Comment peuvent-ils se préparer à faire face à l'inflation l'année prochaine s'ils ne connaissent pas les intentions budgétaires du gouvernement?

Le prix du pétrole doit augmenter. C'est ce que notre gouvernement et notre parti ont toujours prétendu, mais il doit augmenter en fonction de certaines normes. Il est ridicule de prétendre que le prix du pétrole canadien doit correspondre aux prix international fixé par l'OPEP. J'ai visité l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Venezuela et l'Équateur et je puis vous dire qu'aucun de ces pays ne demande à ses citoyens de payer le même prix pour le pétrole que ce qu'il obtient sur le marché étranger. Pourquoi devrions-nous le faire au Canada? Même les Américains ne le font pas. Au Texas, les producteurs de pétrole indépendants obtiennent encore \$5.35 le baril pour le vieux pétrole. Ils ne le vendent pas aux prix internationaux. Les habitants de l'Ouest se plaignent parfois de nos politiques relatives à la fixation des prix du pétrole. On n'a pourtant qu'à se rendre au Texas, monsieur l'Orateur, et à parler à un producteur pour se rendre compte que celui-ci aimerait bien être traité aussi généreusement que les producteurs du Canada. Pourquoi courir le risque de faire augmenter l'inflation d'encre 4 ou 5 p. 100 l'année prochaine? Qui a pris un tel engagement au nom du Canada? J'espère que le ministre des Finances résoudra le problème très rapidement parce que cela fera bientôt 13 mois que nous n'avons pas eu de budget.

Je me rappelle que j'avais à peine été ministre des Finances une semaine que les députés me demandaient déjà quand je présenterais un exposé budgétaire. Je n'ai même pas attendu un mois avant de faire une déclaration économique à la Chambre. Il s'agissait en quelque sorte d'un mini-budget et j'en ai profité pour changer certaines politiques financières. J'ai ensuite présenté un autre exposé budgétaire en avril et un autre en novembre.

Il faut nous préparer à agir maintenant au lieu de remettre tous les problèmes à plus tard. Le ministre des Finances sera, bien sûr, en retard. Lorsque j'ai présenté mon budget en novembre de l'année dernière, j'ai fondé mes prévisions et mes décisions sur la meilleure information dont je pouvais disposer sur la hausse du prix du pétrole, information que j'avais recueillie à la réunion de la banque mondiale, c'est-à-dire du FMI, à Washington. On s'accordait à prévoir une hausse d'environ 15 p. 100, mais les pays de l'OPEP en décidèrent autrement et les prix ont augmenté de 40 p. 100 dans certains cas, ce qui entraîna immédiatement un changement énorme de la situation aux États-Unis. J'avais fondé mes prévisions sur l'hypothèse que les États-Unis connaîtraient une certaine croissance en 1979-1980 bien qu'inférieure à celle des années